

# En 2020, la consommation des ménages chute, tandis que le pouvoir d'achat résiste

Insee Première • n° 1864 • Juin 2021



En 2020, la dépense de consommation finale des ménages chute de 7,1 % en volume en raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et des mesures prises pour lutter contre la propagation de l'épidémie. À l'exception des dépenses en alimentation et en boissons qui progressent nettement, les principaux postes de consommation ralentissent ou baissent de façon marquée. La chute de la consommation en volume est particulièrement forte pour les dépenses en hébergement et restauration, en transports et en loisirs et culture.

Dans le même temps, le revenu disponible des ménages progresse légèrement en termes réels (+ 0,4 %, après + 2,6 % en 2019), avec l'augmentation du revenu disponible brut en euros courants (+ 1,0 %, après + 3,4 %) et la faible croissance des prix à la consommation (+ 0,6 %, après + 0,8 %). La légère hausse du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages combinée au net recul de la consommation entraîne une hausse exceptionnelle du taux d'épargne en 2020 (+ 6,3 points en moyenne annuelle).

En 2020, la **dépense de consommation finale des ménages** chute de 7,1 % **en volume**, après une hausse de 1,8 % en 2019 ► **figures 1 et 2**. Cette chute est sans précédent dans l'histoire des comptes nationaux français, établis depuis 1949. La dépense de consommation finale des ménages contribue pour - 3,6 points à l'évolution du produit intérieur brut (PIB), également en recul historique (- 7,9 %, après + 1,8 %). Le repli de l'activité comme celui de la consommation sont très largement consécutifs à la crise sanitaire liée à la Covid-19 : les mesures de fermeture d'établissements et les restrictions de déplacements liées aux confinements ont ralenti l'économie et modifié la structure de la consommation. La **consommation effective des ménages**, incluant les dépenses directement financées par la collectivité, recule aussi de façon marquée (- 6,6 %). En effet, la **dépense de consommation individualisable** des administrations publiques (APU) se replie (- 4,9 %), ainsi que celle des institutions sans but lucratif (- 6,9 %).

## Les dépenses en produits alimentaires et boissons stimulées par le confinement et le télétravail

Alors que la chute de la dépense de consommation des ménages dans son ensemble est historique, la consommation de produits alimentaires fait exception et progresse de 4,5 % en 2020. La

crise sanitaire a interrompu la baisse tendancielle de la part de ce poste de dépenses : le confinement et le télétravail ont notamment conduit au report de la dépense hors du domicile vers une consommation au domicile et à l'essor du « fait maison ». Pour l'ensemble des sous-postes de dépense, la consommation progresse à un rythme plus soutenu en 2020 qu'en 2019, à l'exception de celle des pains et céréales (+ 2,7 %, après + 2,9 %). Bien que la consommation de certains produits de base et de conservation soit très dynamique (farine, riz, pâtes), les ménages ont moins acheté de pain et de pâtisserie lors des confinements et en ont confectionné eux-mêmes. Dans le même temps, les ventes de lait, fromage et œufs - utilisés comme produits de base dans la confection de nombreux plats - augmentent beaucoup (+ 6,3 %), tout comme les dépenses en fruits et légumes (+ 4,2 %). Le marché de la viande (notamment de bœuf, de veau et de volaille) est dynamique aussi : il progresse après sept années de baisse (+ 5,2 %, contre - 0,5 % en moyenne depuis 2010). Les prix des produits alimentaires continuent de croître à un rythme élevé (+ 2,5 % après + 2,7 % en 2019, contre + 1,3 % en moyenne depuis 2010). La consommation de boissons augmente également, après avoir baissé en 2019. Cette hausse est notamment le fait des thés et cafés à domicile (+ 7,7 %, après + 0,7 % en 2019), mais aussi des bières (+ 11,1 %, après + 3,0 %) et des eaux de vie, liqueurs et apéritifs (+ 5,3 %, après - 0,7 %). À

l'inverse, la dépense de consommation en vins de qualité (- 11,7 %) et en champagnes (- 19,7 %) a été particulièrement affectée par les confinements et restrictions de déplacements qui ont empêché la tenue de moments festifs et conviviaux, ainsi que par la fermeture de commerces spécialisés.

## Les dépenses liées au logement résistent

Les dépenses de logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles stagnent en 2020 (- 0,1 %), ce qui rompt avec une tendance en moyenne à la hausse depuis 2010 (+ 0,9 %), mais indique une résistance à la crise. En effet, les **loyers réels et imputés** progressent à un rythme proche de celui des dix dernières années (+ 1,3 %, contre + 1,5 % en moyenne depuis 2010) : ces **dépenses dites pré-engagées** n'ont pas été reportées, contrairement à d'autres dépenses. À l'inverse, les dépenses des ménages en électricité, gaz et autres combustibles continuent de baisser (- 3,2 %, après - 1,0 %). La baisse de la consommation d'énergie due à la douceur du climat durant l'hiver, l'année 2020 ayant été la plus chaude jamais enregistrée depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle, est plus forte que la hausse générée par les périodes de confinement et le télétravail.

Par ailleurs, les dépenses en équipement du logement résistent aussi relativement bien : elles ont moins diminué qu'en 2009

à la suite de la crise économique (- 1,2 % en 2020, contre - 3,2 % en 2009), du fait des achats dynamiques d'appareils ménagers et autres articles de ménages.

### Les dépenses en transports s'effondrent malgré l'essor de la vente de vélos

La dépense en transports chute en 2020 (- 21,0 %, après + 1,6 % en 2019). En particulier, les dépenses en services de transports s'effondrent (- 52,6 %) du fait des restrictions de déplacements et de la fermeture des frontières, quel que soit le mode de transport : air (- 69,2 %), eau (- 55,9 %), rail (- 46,9 %) ou route (- 39,7 %).

Les achats de véhicules sont également en baisse (- 18,0 %). En particulier, celle-ci est très marquée sur les automobiles (- 20,0 %), qu'elles soient neuves ou d'occasion. En revanche, les dépenses en vélos progressent très fortement (+ 23,9 %) : le souhait d'éviter les transports en commun dans le contexte de la crise sanitaire a certainement stimulé les ventes de deux-roues, et en particulier celles de vélos à assistance électrique. En raison de la moindre utilisation des véhicules, les dépenses en carburants et lubrifiants reculent aussi très fortement dans un contexte de baisse marquée des prix (- 14,9 % en volume et - 10,7 % en prix), tout comme les dépenses en pièces détachées et accessoires, en entretien et en réparation.

### Les dépenses d'hébergement et de restauration plongent

Les dépenses en hébergement et restauration se replient brutalement, de 34,1 % en volume, après plusieurs années de tendance à la hausse (+ 1,8 % en moyenne depuis 2010), sous l'effet des fermetures d'établissements et des restrictions de déplacements mais aussi de la baisse marquée du tourisme. En particulier, les dépenses des ménages en restauration reculent de 32,2 % : malgré le développement de la vente à emporter à la suite de l'interdiction de la restauration sur place une grande partie de l'année, les dépenses en restaurants et services de restauration baissent de 33,8 %, soit bien plus que les dépenses en sandwiches (- 19,0 %). Les services de traiteurs et de cantines sont également particulièrement touchés par la crise (- 23,0 %) en raison de l'annulation de réceptions, de l'essor du télétravail et de la fermeture des structures d'enseignement une partie de l'année.

Les dépenses des ménages en services d'hébergement chutent aussi (- 40,8 %), mais dans des ampleurs différentes selon

les types d'hébergement : les hôtels et villages de vacances avec services de chambre sont les plus touchés (- 50,1 %), suivis par les hébergements touristiques et autres hébergements de courte durée (- 41,3 %). À l'inverse, les hébergements de plein air ou offrant la possibilité aux ménages de cuisiner eux-mêmes résistent mieux que les autres dans un contexte sanitaire marqué par l'importance des gestes barrières et de la distanciation sociale (terrains de camping et parcs pour caravanes : - 19,9 %).

### Les dépenses en culture et loisirs baissent nettement malgré l'envolée des vidéos à la demande

La dépense en loisirs et culture recule nettement (- 11,4 %), avec des effets contrastés selon les postes de dépenses. Certains d'entre eux résistent à la crise. Ainsi, les dépenses en appareils électroniques et informatiques progressent à un rythme soutenu (+ 6,2 %, contre + 1,2 % en moyenne depuis 2010). En particulier, les achats de téléviseurs

## ► 1. Évolution de la consommation des ménages par fonction

	Poids dans la valeur de la consommation effective (en %)		Évolution en volume (en %)			Évolution en prix (en %)			Valeur 2020 (en milliards d'euros)
	2010	2020	Moyenne 2010 à 2019	2019	2020	Moyenne 2010 à 2019	2019	2020	
<b>Dépense de consommation des ménages</b>	<b>75,3</b>	<b>73,4</b>	<b>1,1</b>	<b>1,8</b>	<b>-7,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>1 175,0</b>
<b>Alimentation et boissons non alcoolisées</b>	<b>9,9</b>	<b>11,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>4,4</b>	<b>1,2</b>	<b>2,6</b>	<b>2,3</b>	<b>177,8</b>
Produits alimentaires, dont :	9,1	10,2	0,7	-0,2	4,5	1,3	2,7	2,5	163,0
<i>pain et céréales</i>	1,6	1,9	2,3	2,9	2,7	0,7	1,6	0,9	30,0
<i>vianandes</i>	2,4	2,5	-0,5	-2,9	5,2	1,5	2,6	3,0	39,5
<i>poissons et crustacés</i>	0,6	0,6	-2,2	-2,7	4,9	2,6	2,9	3,0	9,0
<i>lait, fromages et oeufs</i>	1,3	1,4	1,0	0,3	6,3	0,4	2,4	0,7	23,0
<i>fruits et légumes</i>	1,9	2,4	1,0	0,8	4,2	2,5	4,4	5,4	38,2
Boissons non alcoolisées	0,8	0,9	1,7	-1,3	3,2	0,9	1,9	-0,1	14,8
<b>Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants</b>	<b>2,7</b>	<b>3,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,4</b>	<b>3,6</b>	<b>6,0</b>	<b>6,7</b>	<b>51,5</b>
Boissons alcoolisées	1,3	1,4	0,1	-2,0	0,0	2,0	2,6	0,5	21,7
Tabac	1,3	1,6	-2,9	-6,2	-0,2	5,7	10,6	13,7	25,6
<b>Articles d'habillement et chaussures</b>	<b>3,2</b>	<b>2,3</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>-17,0</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,5</b>	<b>37,1</b>
Articles d'habillement	2,5	1,8	-0,4	0,5	-17,4	0,2	-0,6	0,1	29,5
Chaussures	0,6	0,5	-0,3	0,7	-15,4	0,8	0,4	-2,5	7,7
<b>Logement, chauffage, éclairage, dont :</b>	<b>19,4</b>	<b>20,9</b>	<b>0,9</b>	<b>1,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>334,8</b>
<i>loyers<sup>1</sup></i>	14,0	15,4	1,5	2,6	1,3	0,7	0,2	0,6	246,3
<i>chauffage, éclairage</i>	3,2	3,3	-1,0	-1,0	-3,2	3,8	3,3	-1,0	52,1
<b>Équipement du logement, dont :</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>1,0</b>	<b>2,1</b>	<b>-1,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>57,4</b>
<i>meubles, tapis</i>	1,2	1,1	0,6	3,4	-6,9	0,6	0,3	1,6	17,3
<i>appareils ménagers</i>	0,6	0,7	3,6	6,2	5,1	-1,8	-1,9	-0,8	10,9
<b>Santé, dont :</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>-8,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>1,2</b>	<b>47,1</b>
<i>médicaments</i>	1,3	1,2	2,7	1,4	-5,0	-1,8	-1,0	2,3	19,1
<i>médecine non hospitalière</i>	1,4	1,3	1,3	1,5	-9,3	0,7	-0,2	0,5	21,6
<b>Transports, dont :</b>	<b>10,4</b>	<b>8,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-21,0</b>	<b>1,6</b>	<b>0,7</b>	<b>-1,9</b>	<b>138,3</b>
<i>achats de véhicules</i>	2,8	2,3	-0,2	1,1	-18,0	1,0	-0,4	0,6	36,5
<i>carburants, lubrifiants</i>	2,5	1,9	-0,4	-0,7	-14,9	3,0	0,1	-10,7	31,0
<i>services de transports</i>	1,7	0,9	2,1	2,5	-52,6	0,8	1,0	-0,2	15,0
<b>Communications, dont :</b>	<b>2,4</b>	<b>1,9</b>	<b>5,3</b>	<b>4,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-6,3</b>	<b>-2,9</b>	<b>-0,3</b>	<b>29,9</b>
<i>services de télécommunications</i>	2,1	1,5	3,6	3,2	0,8	-5,9	-1,8	0,6	23,9
<b>Loisirs et culture, dont :</b>	<b>6,6</b>	<b>5,6</b>	<b>1,1</b>	<b>2,6</b>	<b>-11,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>89,9</b>
<i>appareils électroniques et informatiques</i>	1,4	0,8	1,2	0,3	6,2	-5,3	-3,2	-1,7	13,5
<i>services culturels et récréatifs</i>	1,9	1,7	1,8	5,1	-23,9	1,4	1,6	1,4	27,9
<i>presse, livres et papeterie</i>	1,1	0,8	-2,8	-3,1	-6,7	1,5	1,9	1,1	13,2
<b>Éducation</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>2,7</b>	<b>3,1</b>	<b>-9,5</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>0,9</b>	<b>5,6</b>
<b>Hôtels, cafés et restaurants</b>	<b>4,9</b>	<b>4,1</b>	<b>1,8</b>	<b>4,5</b>	<b>-34,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,5</b>	<b>65,4</b>
<b>Autres biens et services, dont :</b>	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>	<b>1,1</b>	<b>0,8</b>	<b>-5,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>147,0</b>
<i>soins personnels</i>	2,0	1,8	1,2	0,7	-11,5	0,4	0,5	0,6	28,1
<i>action sociale</i>	1,4	1,6	0,8	-0,3	-4,0	2,1	1,7	1,2	25,4
<i>assurances</i>	3,1	3,4	1,3	0,5	-2,9	2,2	-2,0	0,0	54,0
<i>Sifim<sup>2</sup></i>	0,6	0,3	2,9	4,6	2,4	-9,9	-7,5	-17,2	5,0
<b>Correction territoriale</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,4</b>	<b>-1,7</b>	<b>-19,7</b>	<b>-54,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	<b>0,8</b>	<b>-6,9</b>
<b>Dépense de consommation des ISBLSM<sup>3</sup></b>	<b>2,8</b>	<b>3,0</b>	<b>1,7</b>	<b>1,3</b>	<b>-6,9</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>	<b>4,4</b>	<b>48,7</b>
<b>Dépense de consommation des APU<sup>4</sup>, dont :</b>	<b>21,9</b>	<b>23,6</b>	<b>1,5</b>	<b>0,6</b>	<b>-4,9</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>8,8</b>	<b>377,5</b>
<i>santé</i>	9,7	11,1	2,7	1,4	-1,0	-0,3	0,9	6,2	177,5
<i>éducation</i>	6,3	6,6	0,5	0,0	-6,5	1,1	1,6	9,7	105,0
<i>action sociale</i>	3,5	3,5	0,2	-0,5	-4,5	1,3	0,9	6,7	56,6
<i>logement</i>	1,0	0,9	-0,2	-2,6	1,1	0,8	1,0	0,7	14,7
<b>Consommation effective des ménages</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,5</b>	<b>-6,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>	<b>1 601,2</b>

1 Loyers réels et loyers imputés.

2 Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

3 Dépense de consommation des institutions sans but lucratif au service des ménages.

4 Dépense de consommation des administrations publiques en biens et services individualisables.

**Note :** données présentées en nomenclature fonctionnelle et donc différentes des données présentées en nomenclature produit dans d'autres publications.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

augmentent fortement (+ 20,9 %), tout comme les achats d'ordinateurs et périphériques, composants et cartes électroniques (+ 19,7 %), certainement stimulés par le développement du télétravail et de l'école à la maison. Les services de distribution de bouquets de programmes de radio et de télévision (comprenant entre autres les services de vidéo à la demande) s'accroissent vigoureusement aussi (+ 36,1 %). À l'inverse, les services culturels et récréatifs (hors distribution de programmes) chutent fortement, car la plupart des structures ont dû fermer une partie de l'année en raison du contexte sanitaire. Ainsi, les dépenses en cinémas (- 69,4 %), en spectacles (- 36,7 %), en bibliothèques, musées, et autres activités culturelles marchandes (- 32,7 %) ont particulièrement diminué. Enfin, les dépenses des ménages en presse, livres et papeterie reculent également, de façon toutefois moins marquée (- 6,7 %).

### Les dépenses en habillement et chaussures se replient très nettement

La dépense en articles d'habillement et en chaussures baisse nettement en volume (- 17,0 %) dans un contexte de prix légèrement en baisse (- 0,5 %). Ce recul est le fait tant des dépenses en habillement (- 17,4 %) que des dépenses en chaussures (- 15,4 %). Les commerces d'habillement et de chaussures sont en effet restés fermés durant les deux confinements.

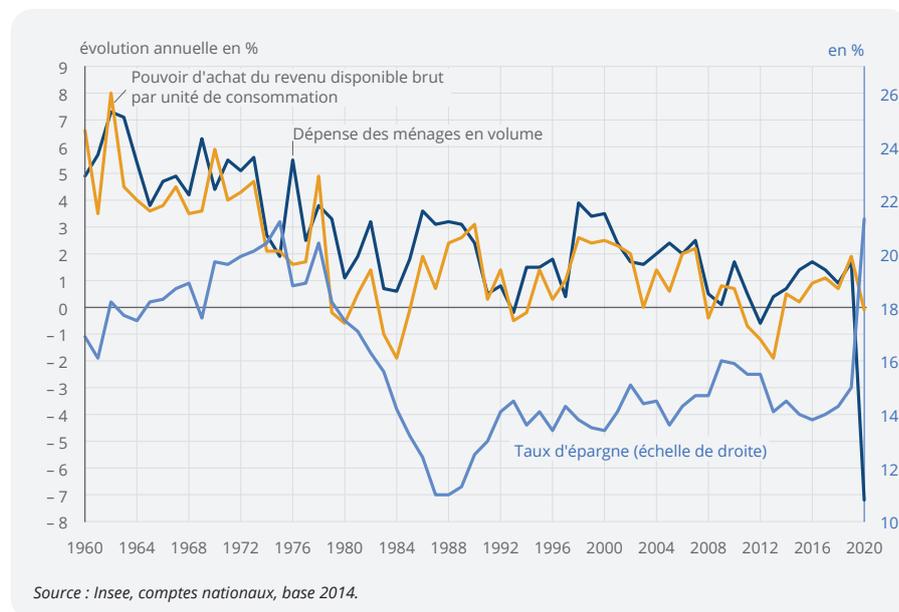
### La consommation en santé baisse de façon modérée grâce au soutien des administrations publiques

La consommation individualisable des APU en santé représente 79,0 % du total de la consommation effective en santé ; elle baisse de façon très modérée en volume (- 1,0 %), en comparaison des autres postes de dépenses. En particulier, les dépenses des APU en services de santé publique (dont les hôpitaux publics) reculent de 3,3 % en volume. Du fait du contexte sanitaire, de nombreux soins ont été déprogrammés, tandis que la hausse des gestes barrières et l'obligation du port du masque dans certains lieux ont pu limiter la propagation d'autres pathologies ; toutefois, cette baisse en volume est atténuée par les surcoûts directement liés à la Covid-19 (par exemple : achats de masques chirurgicaux et FFP2, dépistage généralisé des patients hospitalisés), considérés dans les comptes nationaux comme un effet volume en ce qu'ils participent à l'amélioration de la qualité de la réponse des services de santé à la crise sanitaire ➤ encadré. Par ailleurs, les dépenses

des APU en services paramédicaux ambulatoires progressent de 4,9 %, du fait des services de laboratoires (+ 49,5 %, contre + 0,8 % en moyenne depuis 2010), les ménages ayant beaucoup recouru aux tests de détection à la Covid-19 pris en charge à 100 %.

Les dépenses de santé financées par les ménages, qui représentent 21,0 % du total des dépenses de santé, baissent de façon marquée en volume et en valeur (respectivement - 8,0 % et - 6,9 %) pour l'ensemble des postes de dépenses (médicaments et autres

## ➤ 2. Évolutions de la dépense des ménages, du pouvoir d'achat du revenu disponible brut et du taux d'épargne



### ➤ Mesurer les conséquences de la crise sanitaire sur le partage volume/prix de la santé et l'éducation non marchandes

La crise sanitaire a eu d'importantes conséquences sur l'activité en général et l'organisation des services en particulier, dont il a fallu tenir compte dans les méthodes d'estimation des variations du volume de santé et d'éducation non marchandes, et plus généralement du partage volume/prix.

Pour la santé, la pandémie a fortement modifié la structure des hospitalisations, avec une chute d'activité dans de nombreux types de séjours à l'exception notamment de ceux relatifs à la Covid-19. Ces évolutions ont pu être mesurées, à partir de données sur les séjours hospitaliers de l'Agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH). En outre, les comptes nationaux considèrent que des surcoûts liés à la lutte contre la pandémie (heures supplémentaires, réorganisation des hôpitaux, tests, etc.) avaient contribué à améliorer la qualité du service de santé et que les primes versées aux personnels soignants récompensaient l'intensité hors norme du travail accompli pour faire face à la pandémie. L'ensemble de ces surcoûts a donc été intégré dans le volume des services produits et non dans le prix. Au total, le volume de dépenses de santé non marchande baisse modérément sur l'année (- 3,3 %). Or, les dépenses de santé non marchande en valeur, mesurées par la somme des coûts de production diminuée du reste à charge des ménages, augmentent fortement (+ 11,0 %) en raison notamment du maintien des rémunérations des soignants malgré la baisse d'activité ainsi que des revalorisations liées au Ségur de la santé. Ainsi, le dynamisme des dépenses en valeur combiné à la baisse des volumes se traduit par des effets prix très marqués à la hausse.

Pour l'éducation, le contexte sanitaire a conduit à des fermetures d'établissements et à la réorganisation du modèle traditionnel de dispense de l'enseignement qui ont pu entraîner le décrochage de certains élèves, et une moindre intensité des cours suivis par les élèves dans leur ensemble (problèmes techniques, moindre assiduité ou cours ponctuellement annulés). Ces effets sont habituellement considérés comme invariables d'une année à l'autre et ne sont pas pris en compte, mais l'ampleur du phénomène en 2020 a nécessité d'ajuster les méthodes d'estimation. La chute du volume d'enseignement reçu par les élèves en 2020 a ainsi été déterminée en appliquant au volume théorique d'enseignement qui aurait été reçu en période normale des corrections (réalisées à partir de données de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - Depp - ou mesurées conventionnellement faute d'informations disponibles) concernant le pourcentage d'élèves décrocheurs et la baisse de l'intensité des cours suivis en distinguant les périodes de l'année et les niveaux d'enseignement. Alors que les dépenses d'éducation en valeur (estimées par la somme des coûts) sont restées dynamiques en raison du maintien des salaires des personnels, la baisse du volume d'enseignement reçu par les élèves conduit à un effet prix marqué en 2020 (+ 9,7 %).

produits pharmaceutiques, appareils thérapeutiques, médecins, services paramédicaux, etc.). Les cabinets des praticiens paramédicaux ont en partie fermé lors du premier confinement et certains soins non urgents ont également pu être reportés ou abandonnés.

### Le volume d'enseignement reçu par les élèves diminue

La consommation individualisable des APU en éducation, qui représente la quasi-totalité de la consommation effective en éducation, baisse en volume (- 6,5 %) : les établissements scolaires ont en effet été fermés à partir de mars avant de rouvrir de façon partielle, y compris à la rentrée ► **encadré**. Les dépenses d'éducation financées par les ménages reculent fortement en volume (- 9,5 %), le confinement ayant entraîné par exemple une baisse des services périscolaires.

### Les achats des non-résidents baissent de moitié avec la fermeture des frontières

En 2020, la correction territoriale, soit la consommation des résidents en dehors du territoire français (24,1 milliards d'euros) diminuée de la consommation des non-résidents sur le territoire français (31,0 milliards d'euros), s'établit à - 6,9 milliards d'euros : elle se replie de 54,3 % en volume, après - 19,7 % en 2019.

## ► 3. Taux d'épargne et évolutions de la consommation, des prix et du revenu

en %

	2009	Moyenne 2010 à 2019	2018	2019	2020
Consommation effective (en volume)	0,7	1,2	0,9	1,5	- 6,6
Dépense de consommation (en volume)	0,2	1,1	1,0	1,8	- 7,1
Prix de la consommation effective	- 0,9	0,8	1,4	0,9	2,5
Prix de la dépense de consommation	- 1,6	0,9	1,7	0,8	0,6
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut ajusté	1,8	1,1	1,2	2,1	- 1,1
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	1,7	0,9	1,4	2,6	0,4
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	16,1	14,8	14,4	15,1	21,4
Taux d'épargne financière (en % du revenu disponible brut)	6,8	5,1	4,3	4,6	12,1

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

Cette contraction particulièrement forte est liée à la fermeture des frontières et aux mesures de confinement pour limiter la propagation du virus, qui ont freiné la consommation des résidents hors du territoire (- 46,5 %), mais aussi celle des non-résidents sur le territoire (- 48,5 %).

### Le pouvoir d'achat des ménages résiste, le taux d'épargne s'élève brusquement

En valeur, le revenu disponible brut (RDB) des ménages résiste malgré le contexte économique : il progresse de 1,0 %, après + 3,4 % en 2019. Par ailleurs, les prix de la dépense de consommation ralentissent (+ 0,6 %, après + 0,8 %). Ainsi, le **pouvoir d'achat** du RDB ralentit nettement, mais continue de croître malgré la chute de l'activité (+ 0,4 %, après + 2,6 %). Cette progression inclut toutefois un effet

démographique : une fois calculé par unité de consommation, le pouvoir d'achat est stable en moyenne (0,0 %, après + 2,0 %)

► **figures 2 et 3**. Dans le même temps, les dépenses de consommation finale baissent nettement avec les mesures de restrictions liées à la crise sanitaire (- 7,1 %, après + 1,8 %). Ainsi, les gains de pouvoir d'achat des ménages sont bien plus dynamiques que leur consommation, ce qui entraîne une hausse exceptionnelle de leur taux d'épargne : celui-ci gagne 6,3 points pour s'établir à 21,4 % du revenu disponible brut en 2020. Le taux d'épargne des ménages est à son plus haut niveau depuis 1960.

Une fois déduites les dépenses pré-engagées, le pouvoir d'achat du **revenu arbitral** par unité de consommation progresse modérément (+ 0,3 %, après + 2,3 % en 2019). Il est légèrement plus élevé que le pouvoir d'achat du revenu total, car les dépenses pré-engagées se replient (- 0,6 %). Difficilement renégociables à court terme, elles diminuent toutefois nettement moins que les autres dépenses (- 10,4 %). ●

Alice Cochard, Julia Cuveilliez (Insee)

#### ► Définitions

Dans l'ensemble de cette étude, les évolutions sont en **volume**, aux prix de l'année précédente, sauf mention contraire.

La **dépense de consommation finale des ménages** se limite aux dépenses que les ménages supportent directement. Elle comprend la part des dépenses de santé et d'éducation restant à leur charge.

La **consommation effective des ménages** est la somme de la dépense de consommation finale des ménages et des consommations individualisables des administrations publiques (APU) et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

Les **consommations individualisables** des APU et des ISBLSM recouvrent les dépenses dont le consommateur effectif est identifiable et dont le bénéficiaire ultime revient aux ménages : dépenses d'éducation et de santé pour l'essentiel, mais aussi de culture, d'aides au logement, etc.

Les **dépenses « pré-engagées »** sont supposées réalisées dans le cadre d'un contrat difficilement renégociable à court terme. Ces dépenses comprennent notamment les dépenses liées au logement, y compris les loyers imputés et les dépenses relatives à l'eau, au gaz, à l'électricité et aux autres combustibles utilisés dans les habitations ; les services de télécommunications ; les assurances (hors assurance-vie) ; les services financiers.

Les dépenses de consommation finale des ménages en logement incluent les loyers versés par les locataires (aides au logement déduites), mais également les **loyers imputés**, que les propriétaires auraient payés s'ils étaient locataires du logement qu'ils habitent.

Le **revenu arbitral** retire du revenu disponible brut (RDB) les dépenses pré-engagées. Le revenu disponible brut ajusté (RDBA) ajoute au RDB les dépenses individualisables des APU et des ISBLSM. Le **pouvoir d'achat** du RDB est égal au RDB déflaté à l'aide de l'indice des prix des dépenses de consommation finale des ménages. Le pouvoir d'achat du RDBA est égal au RDBA déflaté à l'aide de l'indice des prix de la consommation effective des ménages.

Retrouvez les données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

#### ► Pour en savoir plus

- **Amoureux V., Héam J.-C., Laurent T.**, « Les comptes de la Nation en 2020 : baisse historique du PIB, mais résilience du pouvoir d'achat des ménages », *Insee Première* n° 1860, mai 2021.
- **Baleyte J. et al.**, « L'économie française en 2020 : une année de bouleversements », *Insee Analyses* n° 64, mai 2021.
- **Houriez G.**, « Santé, éducation, services administratifs : la difficile mesure des activités non marchandes en temps de crise sanitaire », *Note de blog*, Insee, novembre 2020.

Direction générale :  
88 avenue Verdier  
92541 Montrouge Cedex

Rédactrices en chef :  
A. Goin, S. Pujol

Maquette :  
R Pinelli Vanbauce

Code Sage : IP211864  
ISSN 0997 - 3192 (papier)  
ISSN 0997 - 6252 (web)  
© Insee 2021  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Directeur de la publication :  
Jean-Luc Tavernier

Rédacteurs :  
C. Lesdos-Cauhapé,  
C. Tchobanian

 @InseeFr

